

## LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : [geo2000.org](http://geo2000.org)

N° 70 – JUIN 2007

SOMMAIRE :

**P.2**

**Editorial**

**par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000**

**P.3**

**" Les déséquilibres mondiaux "**

**Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France**

**P.7**

**" Audience et qualité : mission impossible pour la télévision de service public "**

**Patrick de Carolis, Président de France Télévisions**

**P.11**

**" Le role des sociétés civiles organisées dans le monde et l'action internationale du CES "**

**Jacques Dermagne, Président du Conseil Economique et Social**

**P.14**

**" L'avenir de l'Europe : Europe politique ? "**

**Jacques Barrot, Vice-Président de la Commission européenne, en charge des transports**

**AGENDA :**

**Mercredi 20 juin – 8h15 / Mathieu Guidère (Directeur de recherche à l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr)**

Thème : " Le monde est-il plus dangereux ? "

*Sénat – Salon Pourpre*

## *"Perspectives"*

### *par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000*

---

Le peuple français, souverain par définition, a tranché en faveur de Nicolas Sarkozy, notre nouveau Président de la République. Au terme d'un débat de bonne qualité et d'une rare intensité, nous pouvons toutefois regretter qu'il soit resté concentré sur des problèmes franco-français. Les problèmes géostratégiques qui sont le fondement de notre réflexion commune à Géostratégies 2000, depuis des années, n'ont guère trouvé de place dans ce débat. C'est pourquoi j'ai souhaité ici rappeler quelques évidences qui orienteront, je l'espère, notre action réflexive dans l'année et les années à venir.

**Tout d'abord la paix.** L'Europe heureusement n'est pas engagée dans la guerre en Irak, sauf l'Angleterre, et l'on voit bien les réticences et le mécontentement, vis-à-vis des dirigeants de ce pays, monter fortement. Tout le Moyen-Orient semble sur le point de s'embraser et l'on ne voit pas poindre de solution juste et équitable, mais plutôt l'aggravation des fanatismes identitaires ou religieux. La réflexion que nous avons menée, avec nos interlocuteurs, sur la défense européenne, son utilité, sa cohérence, ses buts, doit être poursuivie afin que l'engagement européen de Géostratégies 2000 soit constamment éclairé sur les enjeux et les défis proposés à l'Europe, maintenant à 27 et demain à 30, voire plus !

**La mondialisation** saluée dans l'euphorie des années 90 n'a pas tenu ses promesses. Ses règles du jeu sont restées injustes, profitant plus spécifiquement aux pays développés. Loin d'avoir réduit les inégalités, nous avons tous les jours la preuve de pays pauvres dont la situation de pauvreté a été aggravée ! Tout le monde devait y gagner, il y a pourtant des perdants, y compris dans les pays développés. La preuve éclatante, mais triste, est dans les statistiques. En dehors de la Chine, la pauvreté a augmenté dans le monde en développement. Sur 6,5 milliards d'individus, 40% vit encore avec moins de 1 \$ par jour ... leur nombre s'est accru de 36% depuis 1980. 1/6 de cette même population vit dans l'extrême pauvreté avec moins de 1\$ par jour, 3% de plus qu'en 1980. En Afrique le pourcentage de population en extrême pauvreté est passé de 41,6% à 46,9% de 1980 à 2005. Quel désastre ! C'est donc bien à une recherche de la réforme de la mondialisation qu'il convient de s'atteler. Notre réflexion politique ici sera d'en suivre attentivement le sens au travers des réformes de structures des grandes organisations internationales : OMC, FMI, Banque Mondiale, ONU. Débat après débat, nous tenterons d'éclairer la pensée des décideurs qui nous font confiance en étant adhérents de Géostratégies 2000.

La nécessité de protéger l'environnement est devenue, non seulement un thème à la mode, mais surtout est sortie du cercle des initiés : organisations ou experts écologiste

Les atteintes à l'environnement sont universelles, touchant aussi bien les pays développés que les pays en développement. Si rien n'est changé au rythme actuel d'émission de gaz à effet de serre, de graves problèmes nous attendent ! Si nous vivons localement nous faisons partie d'une communauté planétaire et nous devons nous sentir partie prenante de cette communauté. Un encouragement nous vient des prises de conscience de plus en plus grandes, notamment en Europe, de la nécessité d'agir contre le réchauffement de la planète. Sur ces sujets notre réflexion à Géostratégies est encore balbutiante et je crois nécessaire de l'approfondir au travers de plusieurs petits déjeuners débats avec des personnalités mondialement reconnues.

Quand nous entendons, ici ou là, des dirigeants de pays développés parler de commerce mondial plus équitable, de la lutte urgente contre la pauvreté et des mesures à mettre en œuvre pour l'éradiquer en 2015 ; de la nécessité par tous les moyens de négociation de maintenir la paix (notamment par la réduction de la dette des pays pauvres), de mesures importantes pour conjurer le réchauffement planétaire ... Alors nous pensons que des économies plus fortes et plus justes sont possibles si la

volonté des hommes s'y emploie. Modestement, Géostratégies 2000, à son échelle, souhaite participer, toujours plus intensément, à cette entreprise de réflexion démocratique.

## **" LES DESEQUILIBRES MONDIAUX "**

### ***Avec Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France***

---

**Le 20 décembre dernier, Christian Noyer était convié par Géostratégies 2000 à venir faire un point stratégique sur les déséquilibres structurels mondiaux. Autour du traditionnel petit-déjeuner organisé au Cercle National des Armées, l'ancien vice-président de la Banque Centrale Européenne (BCE) a porté son regard sur les dix dernières années écoulées et a tenté d'en tirer des leçons utiles pour l'avenir. Il a essayé de comprendre pourquoi l'économie américaine, en dépit de déficits abyssaux, demeure l'une des premières au monde. Il a également porté son attention sur le rôle et le poids du nouveau géant industriel qu'est la Chine, avant de plaider en faveur de la mise en place d'une véritable gouvernance mondiale, chargée de contrôler et juguler les excès des marchés.**

Christian Noyer démarre son intervention par un rapide état des lieux. Des déséquilibres profonds, qui se sont aggravés sans toutefois provoquer de crises graves, apparaissent en toile de fond. C'est une évolution normale, l'épargne se déplace vers les économies qui ont besoin d'investissements considérables. La crise asiatique de 1997-98 a éclaté, parce que les espoirs avaient été déçus, l'économie moins dynamique a généré un taux de rendement moins fort, explique-t-il. Pour Alan Greenspan, l'ancien patron de la Réserve Fédérale américaine, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, ni de chercher à corriger le déficit américain. La solution doit plutôt venir des pays qui ont un excédent d'épargne ; ils doivent s'efforcer de le diminuer. Ce déficit structurel et persistant est un phénomène purement américain, souligne Christian Noyer. Il croît régulièrement depuis dix ans et est financé par le reste du monde, qui lui, est en excédent. Et au premier rang duquel on retrouve la Chine, le Japon, l'Asie émergente et les pays producteurs de pétrole. La zone euro tournant, pour sa part, autour de l'équilibre.

### **RISQUES ET PARADOXES**

Ces déséquilibres entraînent à la baisse les taux d'intérêt à long terme, qui sont désormais inférieurs au taux de croissance nominal. Au lieu de développer des tensions, cela crée des conditions très favorables pour l'économie mondiale, même si les taux à court terme ont tendance à remonter, remarque-t-il, avant de se pencher sur les risques et les paradoxes de cette situation. Jusqu'en 2003-04, les investissements en Europe et en Asie ont décliné régulièrement, mais l'épargne n'a pas suivi le même mouvement, elle a continué à se déverser sur les Etats-Unis. Puis, les taux d'épargne sont repartis à la hausse, conséquence de la flambée des prix pétroliers, et de la faiblesse des investissements des pays producteurs. Désormais, le monde est divisé en deux zones : celles qui souffrent d'un manque d'investissement : Japon, Asie émergente et Chine. Et celles qui accumulent les excès d'épargne : une nouvelle fois la Chine, et les pays producteurs de pétrole. La zone euro se caractérise par sa stabilité. Avec, au final, aucune évolution notable au niveau global. Et pourtant, les déficits courants s'intensifient, note Christian Noyer. Ils peuvent être causés par une augmentation des prix de l'immobilier. On constate une corrélation entre variation à la hausse de l'immobilier et forte dégradation de la balance courante, dans certains pays comme la France, l'Espagne, les USA. Une

tendance qui se fait beaucoup moins ressentir en Allemagne et en Autriche, où les transactions sont restées plus modérées. Ils peuvent aussi provenir d'un comportement de consommation anormal eu égard à ce que l'économie génère. De très bas taux d'intérêt à long terme suscitent une sensation de richesse, qui va entraîner des excès de consommation, qui vont peser sur la balance courante. La consommation est alors déconnectée de la capacité de production et l'endettement s'amplifie. Historiquement, ces tensions sont dangereuses et génératrices de guerres. Dans ce contexte, la situation américaine actuelle peut-elle perdurer, s'interroge Christian Noyer. Si leur position extérieure nette (solde entre actifs et passifs vis-à-vis de l'étranger) change très peu, le déficit continue à se creuser. Ce mécanisme vient du fait que les étrangers détiennent des actifs libellés en dollars, alors que les actifs des Américains se composent de devises comme la livre sterling, l'euro, le yen. Comme le dollar se déprécie, la valeur réelle des actifs détenus par les Américains monte. Ils versent peu de revenus et en encaissent beaucoup. Jusqu'à présent, cela leur permet de compenser leur déficit et d'alimenter leur dette extérieure. Mais, ce tour de passe-passe n'est pas tenable à long terme. Si le dollar perd encore environ un tiers de sa valeur, les créanciers ne vont pas continuer à en acheter. Les taux d'intérêt à long terme vont alors remonter et il y aura beaucoup moins de valorisation américaine.

## < PERSPECTIVES

Les pays qui bénéficient d'importants excédents d'épargne ne suivent pas tous le même axe. Les membres de l'OPEP n'achètent pas de titres américains ou très peu. Leurs opérations sont très complexes et difficiles à identifier. La Chine et l'Asie, au contraire, en absorbent beaucoup. Toutefois, depuis 2005, la Chine revoit sa stratégie et opte pour des titres de plus en plus diversifiés ; le Trésor américain ne rapportant plus assez. Le financement du déficit des USA risque de devenir moins aisé que par le passé, reconnaît Christian Noyer. La demande interne devra impérativement ralentir. Pour le moment, on assiste à un ralentissement provoqué par la chute de l'investissement résidentiel, mais cela a encore très peu d'impact sur la consommation. Les effets ne se font sentir que sur le PIB et le secteur de la construction. Mais il ne faut pas espérer de rééquilibrage spontané ; des politiques publiques, budgétaires et monétaires plus restrictives, s'avèrent nécessaires. Toutefois, malgré leur déficit structurel qui tourne autour de 4%, les Américains disposent encore d'une marge de manœuvre (contrairement aux Japonais qui sont vraiment contraints de corriger leur déficit). Le taux de change du dollar constitue également un problème d'ordre structurel. Qu'il se déprécie ou s'apprécie, le déficit se creuse. Les Etats-Unis ne parviennent pas à produire en quantité suffisante, ils doivent absolument développer une politique de l'offre. En Asie aussi, des ajustements s'imposent. Il y a eu une forte appréciation du yen par rapport à la monnaie chinoise, qui ne fluctue pas librement et donc ne se revalorise pas. Un mécanisme anormal qui crée des tensions entre la Chine et ses partenaires. Il n'existe pas de recette magique pour remédier à ces déséquilibres, conclut Christian Noyer, qui préconise une action de coopération volontaire émanant des grandes économies mondiales. Chacun doit jouer le jeu. Les Etats-Unis doivent trouver des solutions, mener des politiques monétaire et budgétaire raisonnables et réduire leur demande domestique. La Chine doit dorénavant laisser fluctuer sa devise. Le Japon et la zone euro doivent augmenter leur croissance et les pays émergents (dont la Chine) réduire le taux d'épargne, donner un coup de pouce à la consommation et à l'investissement, en mettant notamment en place une Sécurité sociale et un système de retraite. Cela libérerait les Chinois et les rendraient moins dépendants de leur épargne pour faire face à la maladie et à la vieillesse, conclut Christian Noyer.

**Suite à cet intéressant exposé, le débat animé par Raymond Douyère, a donné lieu à des échanges de qualité.**

*Xavier de Villepin (ancien Président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat) : Ne faut-il pas relier votre exposé à la situation politique ? Prendre en compte la victoire des démocrates au Congrès en novembre 2006. Face à une stagnation du salaire moyen aux Etats-Unis, le mécontentement ne va-t-il pas prendre de l'ampleur ? Après le récent*

*voyage du Secrétaire d'Etat au Trésor en Chine, le dialogue ne s'avère-t-il pas de plus en plus difficile entre les deux pays ?*

La stagnation du salaire moyen ne peut être niée, mais elle est compensée, voire masquée, par un phénomène de valorisation. L'absence de taxes fiscales sur la vente et l'achat de logements facilite les transactions, donne de la fluidité au marché. Toutefois, si l'immobilier venait à baisser, une grosse tension apparaîtrait, ainsi qu'une tendance protectionniste. Les revenus bas pourraient être poussés par des politiques volontaristes. Concernant le dialogue Amérique/Chine, il est vrai que le yuan constitue une pierre d'achoppement. Cette devise doit devenir flexible, tout comme celle des autres pays émergents. Mais, les Américains sont tentés de le revendiquer haut et fort et les Chinois se braquent. Pour réussir, il faut exercer une diplomatie musclée et discrète, des pressions dans le secret, comme l'on fait les banquiers centraux et les responsables politiques européens. Convaincre les Chinois du risque de représailles. Par ailleurs, il existe un décalage entre la tension qui existe dans le monde politique américain et l'état de la libéralisation chinoise.

**François-Xavier Martin (Président de Crédit X mines, Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) :** *le solde de la balance commerciale (échange de biens) de la France, commenté chaque mois par les politiques, est-il encore un indicateur pertinent, alors que de nombreux pays ne publient plus que des chiffres intégrant les échanges de biens et de services ?*

Plus vraiment, puisque l'économie est composée à 70% de services. Nous gardons cette habitude en grande partie pour des raisons administratives. Il faudrait dépasser ces clivages bureaucratiques, statistiques. A titre d'exemple, un indice harmonisé des prix à la consommation a été créé en Europe, et c'est le seul que regarde la Banque Centrale. Or, on persiste à scruter nos indices nationaux, cette fixation sur le passé est vraiment curieuse.

**Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en service extraordinaire, ancien Préfet de la région Ile de France, membre du CES) :** *Peut-on, dans le système actuel, envisager que la Chine ne participe pas au G7 ?*

Il serait intéressant d'avoir, au sein du G7 Finances, les Etats-Unis, la zone euro, le Japon et la Chine. Quant au Royaume-Uni, au Canada et à la Russie, qui en sont membres, ils ne présentent pas une grande importance économique. Dès 1998, nous avons négocié la présence, dans le G7 Finances, à la fois des banquiers centraux et de l'Eurogroupe. Nous nous sommes organisés, entre banquiers centraux, pour parler d'une seule voix. Mais, ceci reste impossible au niveau intergouvernemental et c'est un problème crucial à résoudre, qui passe par un dialogue franc.

**Jean-Louis Pierrel (Responsable relations universitaires IBM France) :** *Les Américains partagent-ils votre analyse de la situation financière internationale ?*

Ils ont compris et accepté le fait que nous ne souhaitons pas une glissade du dollar par rapport à l'euro. Ils sont convaincus du risque de dépression en Europe, ce qui va à l'encontre de leurs intérêts. Il leur faut une Europe dynamique, où ils peuvent développer leurs exportations. Concernant le rééquilibrage de leur demande interne, la réduction du déficit d'épargne, ils se montrent plus hésitants, mais si, en privé, la FED approuve. Dans l'Eurogroupe, il y a une belle unanimité de façade lors des réunions, mais malheureusement, elle ne résiste pas aux assauts des gouvernements nationaux et des parlements.

**Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) :** *Quel rôle et quelle place l'euro peut-il avoir par rapport au dollar en tant que monnaie internationale ? Et en tant que monnaie de réserve ?*

Lors de la création de l'euro, les banquiers centraux ont été convaincre, en secret, le monde émergent de ne pas privilégier l'euro par rapport au dollar, car cela aurait créé une situation dramatique. Ils ont

été écoutés, notamment par la Chine, qui a adopté un comportement responsable. Il aurait été dangereux de laisser s'installer un déséquilibre entre grandes devises. Cela a peut-être provoqué des frustrations de court terme, mais le jeu en valait la chandelle. Cela ne se passe pas de la même manière avec les pays producteurs de pétrole. Avec leurs fonds divers et variés, leur multitude de canaux intermédiaires, opaques et compliqués, ils sont créateurs d'incertitude. Une appréciation de l'euro est inéluctable, mais nous devons éviter que cela se fasse par un basculement brutal, qui engendrerait un déséquilibre entre monnaies.

**Jean-Yves Archer (Commissaire aux Comptes) :** *Pouvez-vous définir la stratégie de M. Volcker ? Quelle est la politique de l'offre aux USA ?*

C'est une politique restrictive de la demande. Il faut parvenir à trouver les conditions adéquates pour que l'appareil productif se maintienne ou se développe. Contrairement aux idées reçues, l'industrie américaine est plus délocalisée que la nôtre en Europe. Il existe encore des fabricants de petit électroménager en France et en Allemagne. Les firmes d'outre-atlantique produisent à 100% dans les pays émergents. Les Américains devraient s'interroger sur la réforme structurelle à prendre pour faciliter la capacité de production industrielle. Ils pourraient revoir la fiscalité sur la consommation (et notamment l'énergie) qui est très faible. Cela pourrait favoriser certains transferts.

**Malika Sorel-Sutter (Ecrivain) :** *Quelle est l'importance de l'Inde ?*

Ce n'est pas un acteur mineur, il va prendre de plus en plus d'importance. Dans trente ans, l'Inde commencera à connaître les effets du vieillissement de sa population, mais d'ici là, son taux de croissance sera plus élevé que celui de la Chine. Ses échanges étant encore limités, elle ne peut être considérée comme un facteur de déséquilibre. Quant à la Chine, sa consommation va croître plus vite que sa production. Elle va donc se rééquilibrer toute seule, c'est une politique logique.

**Marie-Clotilde Hingray**

*(propos non revus par les intervenants)*

**" AUDIENCE ET QUALITE : MISSION IMPOSSIBLE  
POUR LA TELEVISION DE SERVICE PUBLIC ? "**  
**Patrick de Carolis, Président de France Télévisions**

---

**Le mercredi 17 janvier, Géostratégies 2000 a reçu autour d'un petit-déjeuner organisé au Cercle National des Armées, le patron de France Télévisions, Patrick de Carolis. L'ancien directeur général du Figaro Magazine, créateur et présentateur, de 1997 à 2005, du magazine " Des Racines et des Ailes ", a analysé les stratégies de la télévision publique française. Avec sincérité et conviction, il a insisté sur la nécessité de se renforcer dans un monde audiovisuel en pleine mutation, pour mieux résister à la course à l'audience et maintenir des engagements de qualité en matière d'information, de fiction et de culture. Il a également exprimé sa volonté de voir France Télévisions jouer un rôle de premier plan dans le développement audiovisuel extérieur de la France.**

D'entrée de jeu, Patrick de Carolis aborde le cœur du sujet, analysant avec rigueur la place de France Télévisions dans le monde audiovisuel. Premier groupe de télévision français, il comprend cinq chaînes : France2, France 3, France 4, France 5 et RFO (9 télévisions pays et 9 radio pays), rassemble 4 téléspectateurs sur 10, diffuse 70 000 heures de programmes par an (contre 7800 pour TF1) et fédère 11 500 collaborateurs (contre 27 000 pour la BBC). C'est un groupe à la fois puissant et fragile, dont les marges de manœuvre sont limitées par la ressource publique, qui représente la totalité de son financement. Et qui est d'ailleurs très mal loti par rapport à ses homologues européens, remarque-t-il. Sur les 116 millions d'euros que touche France Télévisions, seuls 80 lui reviennent directement, le reste étant réparti entre Radio France et l'INA. A titre de comparaison, la BBC reçoit 191 millions d'euros, l'Allemagne, 205, et l'Italie 114. Heureusement, la publicité est autorisée, ce qui n'est pas le cas pour la BBC. Le budget s'élève à 2 milliards 800 millions d'euros (contre 2 milliards 4 pour TF1) et les rentrées publicitaires atteignent les 800 millions. France Télévisions, qui est essentiellement un éditeur, évolue dans un monde qui bouge en permanence, tant au niveau de la compétition économique que de la stratégie. Ses concurrents privés additionnent les casquettes : ils sont à la fois producteurs, diffuseurs, distributeurs et éditeurs, ce qui leur procure une propriété de droits très importante. France Télévisions est confronté à de gros blocs. Le groupe Bouygues (TF1, Bouygues Telecom, Intelco) ; le groupe Lagardère, qui possède un pied dans la diffusion avec Canal Plus, et chapeaute des chaînes thématiques et des maisons de production ; le groupe M6 Bertelsmann et le groupe Canal épaulé par SFR. Ce dernier s'est singulièrement renforcé avec la fusion Canal Satellite-TPS, qui va rapporter près d'un milliard d'euros de bénéfices à Canal Plus, souligne Patrick de Carolis. Les économies que va générer la fusion, uniquement sur les contrats de football, avoisinent les 160 millions d'euros, soit 25 à 30% de l'ensemble. France Télévision n'a pas les moyens de lutter. Ses contrats sportifs pour le Tour de France, le Tournoi des Six Nations, la Coupe de France de Football et de Rugby, ne dépassent pas les 80 millions d'euros et peuvent donc facilement lui échapper. Les opérateurs de téléphonie ont les moyens de leurs ambitions, ils ne vont plus se contenter de droits sur la téléphonie mobile, ils vont décrocher des droits sur des films et devenir des diffuseurs. Leur très forte capacité d'autofinancement (12 milliards d'euros pour Orange contre 100 millions pour France Télévisions) le leur permet.

#### **RELEVER DE NOUVEAUX DEFIS**

France Télévisions doit également s'adapter au bouleversement créé par l'irruption du numérique. C'est une révolution technologique formidable, qui va améliorer nettement l'image et la réception. Le marché s'équipe vite, il compte déjà 7 millions de postes numériques. Notre but est d'avoir une

couverture totale d'ici 2010, avec à partir de 2008, un basculement zone par zone. Au lieu des six chaînes gratuites actuelles, il y en aura 18, mais seules 5 seront encore dans le giron du service public. Donc, si globalement notre périmètre augmente avec le numérique, relativement il diminue. Toutefois, se félicite Patrick de Carolis, France Télévisions constituera le premier bouquet de chaînes gratuit et public sur le numérique. Cette place privilégiée est primordiale ; car notre objectif, tout comme notre mission, est de fédérer le maximum de Français, d'élargir le plus possible l'audience. France Télévisions a un rôle stratégique. En cas de crise, elle doit pouvoir à tout moment toucher tous les publics. Dans cette optique, France 5 a été déclarée chaîne d'appui de l'Education nationale. Actuellement, 3 100 000 foyers reçoivent la télévision uniquement par le biais du satellite. La loi oblige les opérateurs privés à relayer les chaînes de service public, ils s'en acquittent pour France 2 et France 3 national, mais pas pour les décrochages régionaux de France 3. Il y a là un danger, le législateur doit absolument rectifier cette loi du " must carry ", insiste Patrick de Carolis, bien conscient que l'audiovisuel est un grand chantier, en pleine ébullition. Si, depuis des années, le téléspectateur passe en moyenne 3 heures 30 devant son petit écran, sa fidélité envers telle ou telle chaîne a disparu. La volatilité de l'écoute est désormais totale. Ce qui peut entraîner des surprises et des contre-performances. Nous devons essayer de mieux comprendre les réflexes et la mentalité du téléspectateur, actuellement très attiré par les séries américaines de très haute qualité qui séduisent à tout va. Pour tenter de compenser un peu cette énorme capacité de production des Etats-Unis, j'ai proposé la création d'un crédit d'impôt pour le développement et la recherche, explique Patrick de Carolis. Cet argent servirait à amener de nouvelles idées autour de la table et donc à améliorer la qualité. Pour ce qui est des résultats financiers, 2006 a été une très bonne année pour le service public, se réjouit-il. Si France 2 était en excédent en 2005, France 3, pour sa part, perdait 18 millions d'euros. Elle va désormais renouer avec les bénéfices.

## **MISER SUR LA QUALITE ET SE DEVELOPPER A L'INTERNATIONAL**

Autre impératif pour Patrick de Carolis : confirmer la singularité du service public en tant que lieu de création. Dans ce but, un virage éditorial a été engagé. Une priorité absolue est donnée aux documentaires, aux fictions d'œuvres patrimoniales, comme l'Avare, et prochainement Guerre et Paix, co-produit avec 9 télévisions internationales. Les magazines culturels, des soirées spéciales au théâtre et au musée, vont connaître une nouvelle impulsion. Le service public doit proposer une plus grande offre de connaissances, reconnaît Patrick de Carolis, qui entend également poursuivre les efforts à l'international. France 2 est très bien implantée en Europe, où 12 millions de foyers la reçoivent ; son journal est suivi par près de 300 millions de personnes dans le monde, il est acheté au Japon, aux Etats-Unis, au Canada ... Télé 5 Monde, la chaîne francophone détenue à 47% par France Télévisions rencontre aussi un beau succès. Il faut également mentionner une participation majoritaire de 75% dans Canal France International, la chaîne qui aide les pays francophones d'Afrique à développer leur audiovisuel ; une présence à hauteur de 24% dans Euronews, et de 50% dans la petite dernière, France 24, à parité avec TF1. France Télévisions en assure la présidence et la ligne éditoriale est une émanation de sa stratégie, conclut fièrement Patrick de Carolis.

**Après ce brillant exposé, un débat animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a permis de fructueux échanges.**

*Catherine Garnier (Directrice de la communication, vie des adhérents et action régionale, FBF) : Qu'en est-il de la concurrence d'Internet et des podcasts ? Chacun pouvant désormais faire son propre programme TV, voire le produire. Est-ce une réelle menace pour la télévision ?*

Le net est un produit extraordinaire, mais malheureusement, il n'est soumis à aucun contrôle. Par exemple, les blogs - ces cahiers intimes lus par tous - échappent à toute poursuite, car juridiquement, on ne peut attaquer un journal intime. On trouve de très bonnes choses, l'inventivité, la spontanéité, la convivialité y sont formidables, mais il y a aussi des infamies. Je ne suis pas certain que cela puisse

ébranler le secteur audiovisuel. Il y a vingt cinq ans, des tentatives de télévision de quartier ont été lancées, mais sans suite. Les exigences de qualité sont trop élevées. Lorsque l'on n'est pas professionnel, on ne peut pas proposer la même télévision, les mêmes programmes. Grâce à la vidéo demande, on peut visionner une émission que l'on a ratée. Il y a là peut-être un marché, même si l'on est encore dans l'expectative quant aux réelles possibilités de développement. En tout cas, France Télévision y a recours, on peut revoir tous les journaux en VOD, et aussi d'autres programmes. Une chose est sûre, il ne faut pas sous-estimer les nouvelles technologies.

**Ingénieur Général de l'Armement Philippe Caplain (Directeur des Ressources Humaines – Ministère de la Défense) :** *Peut-on concilier qualité des programmes et objectif d'audience maximum ? Qu'est-ce qui vous différencie de votre concurrent, dont l'objectif affiché est de " vendre du temps de cerveau disponible ? "*

Oui, je crois qu'il est possible de concilier ces deux objectifs. Quand j'ai quitté " Des Racines et des Ailes ", l'émission faisait 20% de part de marché et réunissait 6 millions de téléspectateurs. Thalassa et Envoyé Spécial réalisent aussi de très bons scores. Toutefois, l'Avare avec 2 700 000 téléspectateurs, soit 11% d'audience, fut une relative déception. Sur France 3, la publicité est obligatoire pour survivre, donc nous devons créer des émissions qui s'adressent à des annonceurs. Nous privilégions des jeux qui fédèrent et refusons tout ce qui se rapproche de la télé-réalité. Parfois, nous sommes nous-mêmes surpris par les résultats. Malgré un grand matraquage, la fiction récente sur une femme président n'a pas intéressé le téléspectateur, cela était trop éloigné de la réalité. En revanche, un téléfilm sur la 3 " Les Vauriens ", qui n'avait été soutenu ni par une campagne de communication, ni par la publicité, a recueilli 27% de parts de marché. Il suffit d'appuyer sur le bon déclic et le succès est au rendez-vous. Nous avons été satisfaits de la performance de l'émission sur les grands airs d'opéra chantés par des chanteurs de variété (15 points d'audience), et à partir de février, nous allons proposer une série sur l'opéra. Cet art d'un autre temps n'est pas adapté à la télévision. Nous n'allons pas diffuser d'œuvres dans leur intégralité, nous allons accompagner le téléspectateur en lui donnant envie d'aller dans les salles. Les professionnels du secteur culturel adhèrent totalement à cette initiative.

**Pierre Warmé (Conférencier) :** *Vous avez pour mission la promotion de la culture française. Y a-t-il des zones inaccessibles ?*

**Paul Drezet (Conseiller Référendaire – Cour des Comptes) :** *Quelle est votre stratégie en matière de diffusion de la culture francophone dans le monde ?*

**Patrice Olech (Consultant) :** *France 24 va-t-elle concurrencer des réseaux comme CNN, BBC International ou même Al Jazira ? " Bouillon de Culture " n'a pas survécu au départ de Bernard Pivot. Pourquoi ?*

**Benoît Koukebene (ancien Ministre des hydro-carbures au Congo-Brazaville, Président de Telega) :** *Quelle est l'audience de France Télévision dans les pays francophones d'Afrique ? En êtes-vous satisfait ?*

Il est très difficile de conquérir le monde. Il y a une spécificité française en matière d'écriture, notamment pour les documentaires. Certaines zones restent imperméables, la dimension ethnique a une part de responsabilité, mais cela dépend aussi de l'influence de la France. France 24, qui est née le 6 décembre 2006, bouleverse un peu la donne. C'est un nouveau visage, qui a pour mission de parler de la position politique de notre pays, de promouvoir le parfum " France ". Elle va exporter et supporter les talents français, donner envie de communiquer avec la France. Je regrette que France 24 ne soit pas entièrement publique, mais j'ai fait en sorte que la zone francophone puisse la voir en français. En même temps, il y a une zone internationale en anglais, en espagnol et bientôt en arabe. Elle est sur les rails, elle va s'affirmer, gagner du terrain, suivre en cela l'exemple des " petites ", la 5 et de la 6. Sa qualité journalistique est indéniable et elle diffuse en parallèle sur deux canaux, l'un international, l'autre francophone.

Quant à son avenir, je suis dans l'incertitude, de nombreux paramètres vont intervenir et notamment le résultat de l'élection présidentielle. En tout cas, France Télévisions soutient totalement cette chaîne, incontournable dans le paysage audiovisuel extérieur. Il y a de la place à la fois pour TV5 Monde (chaîne généraliste) et TV24 (chaîne factuelle et d'information continue). Mais, tout cela doit être rationalisé, il est urgent de revoir le paysage public extérieur, c'est une arme forte dont dispose la France. France Télévisions jouit d'une très bonne réputation dans les pays francophones d'Afrique. Parfois, les programmes français sont plus regardés que les émissions nationales. C'est une responsabilité que la France doit prendre en compte. Quant à " Bouillon de Culture ", il faut reconnaître que l'on ne peut pas remplacer Bernard Pivot, on peut seulement essayer de lui succéder. " Ce soir ou jamais " de Frédéric Taddei, sur la 3, a connu un démarrage difficile, mais s'installe doucement. Il y a aussi " Esprit Libre " de Guillaume Durand. Elle est critiquée pour son heure trop tardive, mais cela est-il pertinent ? La télévision, c'est un multiplex. Il faut choisir la meilleure adéquation entre les potentialités du public et l'œuvre proposée. Guillaume Durand, quant à lui, ne veut pas que l'on touche à ses horaires. La programmation, c'est de la dentelle. Je regrette, par exemple, d'avoir diffusé " L'Avare ", un dimanche soir, veille de rentrée scolaire.

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :** *Si vous ne dépendiez pas de la publicité, votre stratégie serait-elle différente ?*

Ce n'est pas certain. On peut faire de la qualité, attirer la publicité et faire de l'audience. C'est même une exigence de parvenir à concilier ces trois objectifs. Lorsqu'un homme politique veut faire une annonce importante, il regarde le niveau d'audience avant de choisir sa chaîne. Il y a des enjeux multiples, il faut privilégier le " vivre ensemble ".

**Philippe Beauvillard (Président du Groupe Infocom de Sciences Po - Directeur Général de RMC Doualya) :** *Quelle est la philosophie de France Télévisions en matière d'actionnariat ? Avez-vous l'intention de jouer un rôle dans une possible réorganisation de l'audiovisuel extérieur de la France ?*

On aimerait toujours voir sa puissance se renforcer, mais en la matière, c'est uniquement l'Etat qui décide. Il est vrai que notre périmètre diminue, mais nous avons su prendre le virage de la TNT, former un groupe solide, additionner nos forces. TF1 ne souhaite pas que l'on privatise, car cela amènerait sur le marché un autre concurrent, il préférerait que l'on ferme boutique, France 4, par exemple, qui empiète beaucoup sur les terres d'Eurosport.

**Olivier Jouis (Délégué Général – Union Française de l'Hélicoptère) :** *Pendant la campagne présidentielle, comment allez-vous faire respecter l'égalité et l'équité de temps de parole pour les candidats ?*

Pour ce qui est de l'égalité, nous devons suivre des règles contraignantes édictées par le CSA. Les temps de parole sont extrêmement surveillés, des perceptions contradictoires peuvent exister, mais, in fine, nous serons jugés. En matière d'équité, les décisions sont moins évidentes. Certains peuvent refuser des invitations, parce qu'ils jugent qu'elles risquent de les desservir. Nous n'avons pas été autorisés à diffuser les débats internes du PS. En tout cas, il n'existe pas une seule émission de débat politique en dehors du service public. Quant aux questions, c'est l'actualité qui va les fournir. Espérons simplement que les Français s'intéresseront au contenu des différentes propositions.

**Marie-Clotilde Hingray**

(propos non revus par les intervenants)

## ***" LE ROLE DES SOCIETES CIVILES ORGANISEES DANS LE MONDE ET L'ACTION INTERNATIONALE DU CES "***

***Jacques Dermagne, Président du Conseil Economique et  
Social***

---

**Le jeudi 15 février, Géostratégie 2000 a convié le Président du Conseil Economique et Social, Jacques Dermagne, à venir débattre du rôle de la société civile organisée dans l'évolution économique mondiale. L'ancien vice-président du MEDEF, rompu aux négociations délicates, a notamment démontré comment, dans un contexte de tension sur le marché du travail, les organisations syndicales et patronales dialoguent pour améliorer le sort des plus démunis tout en maintenant la compétitivité économique. Il s'est félicité de l'essor international des CES, a souligné l'impulsion déterminante de la France et a insisté sur la volonté de notre pays d'engager un dialogue responsable avec l'ensemble des institutions compétentes dans le monde, tout particulièrement l'ONU.**

D'emblée, Jacques Dermagne plante le décor, rappelant que le Conseil Economique et Social, troisième Assemblée constitutionnelle française, s'est toujours beaucoup investi dans la société civile. Un concept très prisé actuellement, très souvent cité en exemple et qui rassure. Il varie aussi selon les visions du monde. Pour les anglo-saxons, il englobe la classe politique, le marché, les associations et les ONG. Pour les pays latins, en revanche, seuls les syndicats, les associations et les entreprises en font partie. Une définition qui emporte également les faveurs de l'Amérique Centrale et du Sud, de l'Asie. C'est ce concept de société civile qui a joué un rôle moteur dans la demande de démocratie participative, souligne Jacques Dermagne. Les citoyens acceptent le choix des urnes, ils respectent la décision publique, mais ils veulent y participer plus étroitement et ceci est vrai dans le monde entier, note-t-il avant d'esquisser un tour d'horizon historique. Le pouvoir politique a toujours éprouvé le besoin de savoir ce que ressentent ses administrés. Déjà, à la fin du 16<sup>ème</sup> siècle, Henri IV et Sully créent un Conseil du Commerce. Puis, après la loi de 1901 sur les associations, le CES naît en 1925. Inscrit dans la Constitution dès 1946, il voit son importance s'accroître en 1958 et en 1969.

### **UN MODELE FRANCAIS**

Cette vieille institution, qui a traversé beaucoup de tempêtes, a pris depuis 1989 le tournant de l'internationalisation. En effet, afin de commémorer le bicentenaire de la Révolution, le Conseil Economique et Social a choisi d'inviter ses alter ego (environ une vingtaine, dont beaucoup d'Africains) à se réunir à Versailles. Ce fut un déclic. Tous les participants ont découvert qu'ils partageaient une même approche, qu'ils viennent du Nord ou du Sud, et ont décidé de se réunir tous les deux ans dans une capitale. Depuis, d'autres pays les ont rejoints et l'Association Internationale des CES et des institutions similaires (AICCESI) a vu le jour. La Hollande, l'Etat le plus petit, fut la première présidente.

La France, cheville ouvrière et véritable matrice de toute cette organisation, abrite quant à elle le siège exécutif. Aujourd'hui, il y a plus de 70 CES dans le monde, trois milliards et demi d'habitants peuvent en profiter. La Chine en fait partie, tout comme la Russie, la Corée et le Brésil. Le Président Lula s'appuie d'ailleurs beaucoup sur cette structure pour lutter contre la corruption et aider au développement économique.

### **UNE IMPULSION INTERNATIONALE**

Ces CES sont toujours des institutions d'Etat, rappelle Jacques Dermagne. Ils regroupent les employeurs, les salariés, l'Etat et l'ensemble du monde associatif. S'ils n'ont aucun pouvoir exécutif, ils jouissent d'une influence considérable, due en grande partie à leur liberté de parole. Grâce à eux, les relations bilatérales entre pays se développent. Les peuples entrent en contact dans une ambiance collective de recherche de consensus (comme dernièrement, des paysans chinois et français). Ils mènent aussi une action commune, au travers de groupes de travail permanents. Tous les deux ans, à l'issue de leur convention, ils délivrent des messages sur des points sensibles. Comme, par exemple, une motion appelant à mettre en œuvre les objectifs millénaires de l'ONU, ou encore la Déclaration de Paris en faveur d'une humanisation de la mondialisation et de la financiarisation. En ce moment, nous préparons la Déclaration de Pékin, axée autour d'un cheminement vers un monde plus harmonieux, incluant le champ culturel, remarque Jacques Dermagne, qui insiste aussi sur l'intensification des relations entre CES et organisations internationales, comme la FAO et le BIT, dont l'Association mondiale des CES est désormais membre de droit du conseil d'administration. Avec l'ONU, la situation est plus compliquée, il reste beaucoup de chemin à parcourir. Certes, il existe un CES au sein de l'ONU, l'Ecosoc, créé dès l'origine, mais il fonctionne mal car ce sont uniquement les Etats qui se rencontrent, il manque les relais populaires nécessaires, qui permettent de prévoir les crises, en les anticipant sur le plan économique et social. Une réforme est indispensable pour empêcher l'ONU de glisser peu à peu vers une nouvelle SDN. Jean-David Levy, le représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, plaide pour la présence à titre consultatif des assemblées représentatives des peuples. Si cette évolution se poursuit, elle pourrait contribuer à apaiser les conflits en amont, en agitant et bousculant des idées qui ne sont pas abordées en politique, se réjouit Jacques Dermagne. Il faut exploiter les vraies valeurs ajoutées que représentent les CES. Ce sont des réseaux extraordinaires où l'influence de la France est incontestée et pleinement reconnue. C'est sur son sol que se forment les nouveaux CES du monde, cela tient à son histoire, son attitude. Cette diplomatie des peuples, riche en concepts humanistes, incarne un système à la française et nous donne un grand rayonnement à l'international, ce dont nous sommes très fiers, conclut Jacques Dermagne.

**Après cet intéressant exposé, un débat approfondi, animé par Raymond Douyère, a donné lieu à des échanges de qualité.**

*Laurence Dors (Secrétaire Générale de EADS – Vice-Présidente de Géostratégies 2000) : Pouvez-vous préciser la position du CES sur les grandes orientations européennes ? Sur un plan institutionnel, quel rôle peut-il jouer pour réintroduire le modèle social européen, qui a fait capoter la Constitution ? Concernant l'approfondissement, peut-il contribuer à relancer le moteur franco-allemand, actuellement en panne sèche ? Enfin, pour ce qui est de l'élargissement, quelle stratégie adopter face aux nouveaux entrants ?*

Le CES a créé, voilà sept ans, une Délégation aux affaires européennes. Cette dimension est incontournable. Depuis le " non " au référendum, le climat est lourd, la peur d'être politiquement incorrect, d'être en décalage avec la pensée dominante, est omniprésente. Nous devons secouer ce " politiquement correct " qui n'est pas toujours majoritaire, cette terreur intellectuelle qui entraîne une grande frustration. Pour ce qui est de nos relations avec l'Allemagne, c'est assez compliqué car l'Allemagne n'a pas de CES. Ce genre d'institution est très compliqué à mettre en place dans une nation confédérale, les assemblées seraient trop nombreuses et onéreuses. Pour essayer de compenser ce vide, nous rencontrons chaque année la société civile allemande au cours d'un grand colloque. Mais, ce n'est pas institutionnel, c'est un grand manque. La situation est la même avec la Grande-Bretagne depuis que Margaret Thatcher a fermé son CES. Tony Blair souhaiterait rouvrir cet outil, mais c'est très difficile de revenir sur l'héritage Thatcher. Au niveau des nouveaux entrants, notre travail est surtout centré sur la préparation.

**Jean-Louis Pierrel (Responsable relations universitaires IBM France) :** *Comment améliorer la circulation de l'information vers le " bas ", en direction des citoyens ? Des synergies avec la Commission nationale du débat public sont-elles envisageables ?*

Il faut savoir doser sa communication. Nous aimerions être mieux connus par la base, mais d'un autre côté, nous ne souhaitons pas une trop grande présence dans les médias. Nous risquerions d'être assimilés à une élite et d'être rejetés. Le CES, qui est composé de 190 élus des corps intermédiaires et de 40 personnalités qualifiées, est le meilleur panel de France. Toutefois, il n'est pas une émanation directe du suffrage universel et ne peut donc pas prendre de décisions. Sa mission est seulement de les servir. Actuellement, nous nous efforçons par exemple de trouver de nouvelles démarches de confiance du salarié. C'est vital, car il y a risque d'explosion.

**Louis Stroebel (Vice-Président Association de l'hebdomadaire " La Vie ", chargé du dossier Forum Social Mondial) :** *Quelle est votre opinion sur l'émergence des forums sociaux mondiaux ?*

Lors d'un congrès à Paris, l'Association internationale des CES a réussi à faire dialoguer les représentants de Davos et de Porto Alegre. Une première ! Les premiers cristallisent le pouvoir de l'argent et les seconds, le pouvoir populaire de la rue. Deux pouvoirs aux dangereuses dérives. Or, ils se sont mis d'accord sur la nécessité d'orienter le monde de demain, de converser et d'échanger ensemble. Cet exemple illustre bien notre volonté d'orienter nos travaux internationaux au mieux du devenir des hommes.

**Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat) :** *Depuis la réforme du Sénat tentée par Charles de Gaulle en 1969, quelle est la place du CES dans les institutions françaises ? Où en est la réforme du CES de l'ONU ?*

Charles de Gaulle était très attaché au principe de la participation. C'est indispensable pour avancer. Face aux institutions, le CES occupe une place adéquate. Le gouvernement, le Premier ministre, le secrétaire général du gouvernement ont découvert que nous constituons une vraie valeur ajoutée. Nous sommes reconnus comme une force apaisante dans la décision publique. La classe politique a compris que nous n'étions pas des concurrents, la haute fonction publique commence également à en être convaincue. Cette évolution institutionnelle nous est très favorable. Concernant l'ONU, on observe des petits pas encourageants. Grâce à Jean-David Levitte, le représentant permanent de la France, les Ecosoc se sont vus confier pour la première fois depuis leur création en 1946 des missions opérationnelles sur le contrôle du développement, sur la mise en œuvre de politiques nouvelles. Les CES deviennent ainsi des acteurs de terrain, des représentants du peuple se retrouvent aux côtés des Etats, c'est un bon début mais c'est une nécessité. Or, ce sont les nécessités qui font les lois.

**Marie-Clotilde Hingray**

(propos non revus par les intervenants)

## ***L'AVENIR DE L'EUROPE : L'EUROPE POLITIQUE ?***

### ***Jacques Barrot, vice-Président de la Commission Européenne, en charge des Transports***

---

**Alors que l'Europe semble assaillie par les doutes et les désillusions, Géostratégie 2000 a décidé de se pencher sur son devenir. Aussi a-t-elle invité le mardi 27 mars autour d'un petit-déjeuner le Commissaire Européen aux Transports, Jacques Barrot. Cet ancien Député et ancien Ministre a lancé un vibrant plaidoyer en faveur de la construction européenne et a délivré un message relativement optimiste et confiant. Appelant de ses vœux un sursaut européen, il a insisté sur l'absolue nécessité de réformes, tant institutionnelles que politiques et budgétaires.**

Le 25 mars dernier était célébré à Berlin le cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Un événement marqué par une déclaration très consensuelle et qui n'a suscité ni optimisme, ni sérénité, déplore Jacques Barrot. Les Européens s'interrogent, l'opinion publique se cherche. Avec la mondialisation qui s'accélère, le dynamisme de l'Asie, le développement du village planétaire autour d'Internet, on peut à juste titre se demander si l'Europe est toujours un échelon pertinent entre les Etats nations et le monde. Gordon Brown, le successeur présumé de Tony Blair au 10, Downing Street, ne cache ni ses doutes, ni ses incertitudes. Par ailleurs, on sent une fracture s'installer entre deux jeunesses. La première, très mondialisée, fait collection de MBA américains, tandis que la seconde, mal à l'aise, craint un avenir incertain, synonyme de délocalisations et de pertes d'emploi.

#### **< UN POTENTIEL A EXPLOITER**

Face à cette morosité ambiante, l'Europe doit absolument réagir, martèle Jacques Barrot. Elle possède une capacité de réponse sur le plan économique, qui n'a pas été assez exploitée. Son marché unique, qui s'appuie sur 500 millions de consommateurs, est une réelle force. C'est une base arrière qui permet à de grands groupes industriels comme Alstom, Siemens et bien d'autres, de mettre au point des produits de plus en plus performants pour ensuite aller se mesurer au reste du monde. Grâce au grand marché, une vraie concurrence s'est installée, de beaux projets comme Airbus ont été lancés. Mais, il ne faut pas s'arrêter en chemin. Il faudrait instaurer une gouvernance économique de l'ensemble européen, indispensable pour promouvoir les efforts en matière de recherche, harmoniser l'impôt sur les sociétés ou encore réguler le marché de l'énergie. Les politiques communes constituent un autre levier de développement. Grâce à la PAC, l'agriculture s'est modernisée et adaptée au marché mondial : les politiques de solidarité et de cohésion ont donné des résultats majeurs en Espagne, en Irlande et aujourd'hui, en Pologne. La politique commune des transports est également très active. Elle stimule les nouvelles infrastructures comme les grands corridors ferroviaires internationaux, elle s'efforce de déclencher une véritable révolution énergétique.

#### **< UN MODELE ATTRACTIF**

Dans l'ensemble, l'Europe a réussi à créer une société plus attractive, attentive à la place de la personne humaine. Elle est à l'avant-garde dans la lutte contre le réchauffement climatique, Son but est d'atteindre le seuil des 20% d'énergie renouvelable et de diminuer de 20% les émissions de gaz Elle essaie également de créer plus de sécurité. Au niveau maritime, avec sa campagne de prévention des marées noires, et sur le plan aérien, avec l'établissement d'une liste noire des compagnies douteuses, qui fait référence dans le monde. Elle avance aussi en matière de sûreté, de coopération contre le terrorisme. Si l'Europe sociale demeure pour le moment à l'état d'embryon (ce qui est

compréhensible, puisque le secteur social reste une compétence nationale) une prise de conscience commence toutefois à poindre. Accompagner les citoyens dans la mondialisation

## **L'AVENIR DE L'EUROPE : L'EUROPE POLITIQUE ?**

**Jacques Barrot, vice-Président de la Commission Européenne,**

**en charge des Transports**

**Alors que l'Europe semble assaillie par les doutes et les désillusions, Géostratégie 2000 a décidé de se pencher sur son devenir. Aussi a-t-elle invité le mardi 27 mars autour d'un petit-déjeuner le Commissaire Européen aux Transports, Jacques Barrot. Cet ancien Député et ancien Ministre a lancé un vibrant plaidoyer en faveur de la construction européenne et a délivré un message relativement optimiste et confiant. Appelant de ses vœux un sursaut européen, il a insisté sur l'absolue nécessité de réformes, tant institutionnelles que politiques et budgétaires.**

Le 25 mars dernier était célébré à Berlin le cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Un événement marqué par une déclaration très consensuelle et qui n'a suscité ni optimisme, ni sérénité, déplore Jacques Barrot. Les Européens s'interrogent, l'opinion publique se cherche. Avec la mondialisation qui s'accélère, le dynamisme de l'Asie, le développement du village planétaire autour d'Internet, on peut à juste titre se demander si l'Europe est toujours un échelon pertinent entre les Etats nations et le monde. Gordon Brown, le successeur présumé de Tony Blair au 10, Downing Street, ne cache ni ses doutes, ni ses incertitudes. Par ailleurs, on sent une fracture s'installer entre deux jeunes. La première, très mondialisée, fait collection de MBA américains, tandis que la seconde, mal à l'aise, craint un avenir incertain, synonyme de délocalisations et de pertes d'emploi.

## **UN POTENTIEL A EXPLOITER**

Face à cette morosité ambiante, l'Europe doit absolument réagir, martèle Jacques Barrot. Elle possède une capacité de réponse sur le plan économique, qui n'a pas été assez exploitée. Son marché unique, qui s'appuie sur 500 millions de consommateurs, est une réelle force. C'est une base arrière qui permet à de grands groupes industriels comme Alstom, Siemens et bien d'autres, de mettre au point des produits de plus en plus performants pour ensuite aller se mesurer au reste du monde. Grâce au grand marché, une vraie concurrence s'est installée, de beaux projets comme Airbus ont été lancés. Mais, il ne faut pas s'arrêter en chemin. Il faudrait instaurer une gouvernance économique de l'ensemble européen, indispensable pour promouvoir les efforts en matière de recherche, harmoniser l'impôt sur les sociétés ou encore réguler le marché de l'énergie. Les politiques communes constituent un autre levier de développement. Grâce à la PAC, l'agriculture s'est modernisée et adaptée au marché mondial : les politiques de solidarité et de cohésion ont donné des résultats majeurs en Espagne, en Irlande et aujourd'hui, en Pologne. La politique commune des transports est également très active. Elle stimule les nouvelles infrastructures comme les grands corridors ferroviaires internationaux, elle s'efforce de déclencher une véritable révolution énergétique.

## **UN MODELE ATTRACTIF**

Dans l'ensemble, l'Europe a réussi à créer une société plus attractive, attentive à la place de la personne humaine. Elle est à l'avant-garde dans la lutte contre le réchauffement climatique, Son but est d'atteindre le seuil des 20% d'énergie renouvelable et de diminuer de 20% les émissions de gaz Elle essaie également de créer plus de sécurité. Au niveau maritime, avec sa campagne de prévention des marées noires, et sur le plan aérien, avec l'établissement d'une liste noire des compagnies

douteuses, qui fait référence dans le monde. Elle avance aussi en matière de sûreté, de coopération contre le terrorisme. Si l'Europe sociale demeure pour le moment à l'état d'embryon (ce qui est compréhensible, puisque le secteur social reste une compétence nationale) une prise de conscience commence toutefois à poindre. Accompagner les citoyens dans la mondialisation devient incontournable. Pour améliorer la formation, l'adaptabilité, l'Europe a ainsi créé un Fonds d'Ajustement à la Mondialisation, qui pourrait se révéler très utile pour protéger les sous-traitants d'Airbus contre la concurrence étrangère, souligne Jacques Barrot, qui plaide en parallèle pour la mobilité des personnes et donc, la portabilité des droits pour les retraites. La meilleure façon, selon lui, de réguler le marché du travail encore trop cloisonné, est de l'eupéaniser. L'Europe, qui dispose d'une formidable richesse grâce à sa diversité culturelle et son multilinguisme, a vocation à devenir leader dans la résolution des crises internationales. Elle s'est imposée comme un laboratoire de réconciliation, d'abord au travers du couple franco-allemand, puis dans les Balkans et en Irlande. Ses opérations de paix allient "hard et soft power". D'une part, des militaires sur le terrain, et de l'autre, l'aide humanitaire et l'assistance technique. Sa capacité de médiation n'est plus à prouver. Ainsi, des élections démocratiques vont avoir lieu au Congo, signe que la crise a été particulièrement bien gérée. S'il est tentant de la comparer à un "invisible man" en matière de défense, il ne faut pas se laisser porter par le scepticisme. Un état-major et un comité militaire viennent de voir le jour, ce sont des points d'appui importants pour édifier une Défense européenne, affirme Jacques Barrot qui assigne au futur Président de la République française trois rendez-vous essentiels.

## **DES DEFIS A RELEVER**

Le premier est d'ordre institutionnel. Il faut absolument se mettre d'accord sur un traité qui donnera au fonctionnement de l'Europe plus d'efficacité, insiste-t-il. Ensuite, il sera temps d'organiser des référendums sur les nouvelles politiques. Les "non" français et hollandais ont offert tous les alibis nécessaires pour refuser la marche en avant. Pour les contrer, il faut d'abord s'atteler à une réforme modeste, trouver à tout prix une amorce de solution. Le second concerne le budget, beaucoup trop frileux. Pour les Transports, par exemple, seuls 8 milliards d'euros ont été alloués, alors que 20 milliards étaient attendus. L'Europe doit se voir attribuer des ressources directes et ne plus être soumise à des marchandages nationaux. Enfin, il y a les échéances politiques, la question de l'élargissement qui doit être abordée. Si, selon lui, la Turquie n'a pas sa place comme membre à part entière, il faut en revanche donner la priorité aux coopérations renforcées entre Etats, aux unions basées sur des politiques de bon voisinage. La France, qui va présider l'Union Européenne au deuxième semestre 2008, a devant elle une occasion unique de démontrer qu'elle est de retour, lance-t-il d'un ton encourageant, en guise de conclusion.

**Ce passionnant exposé s'est poursuivi par un dialogue tout aussi riche, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000.**

***Général d'Armée Bertrand de La Presle (Administrateur de Géostratégies 2000, ancien Gouverneur des Invalides) : Quelle est votre opinion concernant la polémique engagée autour des racines chrétiennes de l'Europe ? Pouvez-vous nous éclairer sur Galileo ?***

Tout d'abord, je rectifierai en évoquant les racines judéo-chrétiennes de l'Europe. Je n'y vois pas un enjeu majeur et suis même assez choqué par la position du Vatican. Il n'y a pas de quoi faire un mauvais procès à l'Europe, qui place l'homme au cœur de ses politiques. Il y avait dans la Constitution des engagements très forts en faveur des libertés religieuses. En tant que chrétien, le christianisme revêt pour moi une dimension mondiale et pas seulement européenne. J'aurais préféré voir le fait religieux valorisé comme une richesse, mais je ne fais pas une source de conflit de cet effacement relatif. Galileo est un dossier difficile. L'Europe n'a pas voulu mettre sur la table l'argent

nécessaire à l'indépendance spatiale. L'idée était d'avancer à petits pas, de faire mieux que le GPS et de privilégier un partenariat public-privé. Il aurait été plus judicieux que des fonds publics financent l'armature satellitaire et qu'ensuite les industriels jouent pleinement le rôle qui leur revient. Par ailleurs, pour que Galileo soit rentable, des usages militaires doivent être acceptés. Pour l'heure, il est impératif que le calendrier soit respecté. Les éléments majeurs du contrat de concession doivent être prêts pour la fin 2007, tout doit être bouclé pour 2011. C'est un enjeu considérable, une source de progrès en matière de sécurité, de sûreté, de transports et de prévisions climatiques.

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000)** : Il existe de nombreuses similitudes entre ce dossier et celui d'un autre grand projet : le Tunnel sous la Manche. Cette infrastructure aurait dû, elle aussi, être financée par l'Europe au départ. Sur les dix dernières années, l'Europe a accumulé 500 milliards de déficit par rapport aux Etats-Unis.

**Jacques Belle (Président de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale)** : Dans son allocution télévisée du 11 mars, Jacques Chirac a évoqué l'Europe Puissance, une expression inventée par Hubert Védrine. *Que pensez-vous de ce concept ?*

Les Français ont raison de s'y référer, mais ils devraient être plus actifs, plus audacieux. La France est un pays central en Europe et qui plus est, à l'origine de sa fondation. Elle devrait fourmiller d'idées et de projets. Ses grands voisins sont moins dépendants. L'Allemagne peut se tourner vers l'Ostpolitik ; tandis que la Grande-Bretagne a gardé des liens encore très étroits avec le Commonwealth. Si Tony Blair n'avait pas choisi l'alliance avec Bush, l'Europe de la Défense aurait pu prendre tournure. Tout n'est pas négatif. Nous venons de signer avec les Etats-Unis un accord sur le ciel ouvert. C'est une belle avancée, car les Américains sont très précautionneux, ils sont opposés à une trop forte participation européenne. Mais, dans ce cas précis, ils ont été obligés de céder face au front uni européen, de reconnaître toutes les compagnies des pays européens comme des compagnies européennes. Cet accord va permettre un grand essor transatlantique, il porte en lui les germes d'une Europe puissance.

**Pierre Lepetit (Consultant)** : *Les jeunes Européens partagent de plus en plus les mêmes valeurs, se marient par delà les frontières. Ce qui est très positif. Toutefois, je déplore l'absence d'une université européenne dans chaque Etat. Qu'en pensez-vous ?*

Nous avons créé Erasmus qui est une belle réussite, mais qui, malheureusement, ne touche que 1% des étudiants en France. Les chefs d'Etat n'ont pas été à la hauteur de leurs engagements dans ce domaine. J'attends avec impatience l'ouverture du premier Institut Universitaire Technologique, un signe très encourageant qui doit entraîner de nombreux autres projets, notamment des réseaux entre universités européennes. C'est capital pour devenir plus attractif et séduire les élites du monde entier. Et cela doit se concrétiser en dépit des réticences britanniques, très jaloux de la notoriété d'Oxford et Cambridge.

**Capitaine de Vaisseau Jean-François Morel (Chargé d'études CERI – Etat-Major des Armées)** : *L'une des spécificités européennes est de combiner instruments militaires et civils. Mais ne risque-t-on pas de se heurter à des limites ? Le projet de nommer un ministre des Affaires étrangères européen est-il réalisable ?*

En matière de défense, l'intergouvernemental occupe une place trop prépondérante, au détriment du communautaire. Je plaide en faveur des coopérations renforcées. Il faut bâtir une force européenne organisée qui ne dépende plus de la règle de l'unanimité, très paralysante. Pour ce qui est de la fonction de ministre des Affaires étrangères, elle est effectivement prévue mais extrêmement complexe à mettre en œuvre.

**Jacques Belle (Président de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale)** : *Est-il possible de concilier Europe de la Défense et OTAN ?*

Richard Duquet est actuellement un très bon ambassadeur auprès de l'OTAN. Je pense qu'il y a une place pour une Europe qui s'affirme, mais se différencie avec ses propres opérations, sa propre stratégie, comme en Afrique et dans les Balkans. L'Europe de la Défense doit se construire dans un souci d'autonomie réelle, mais pas contre l'OTAN. Actuellement, les Américains réfléchissent à une OTAN mondialisée. Je reste sceptique quant à ce rôle éventuel.

**Christian Fournier (Director- IIM) :** *Chris Patten critique le mode de désignation des présidents de la Commission, qui sont choisis par consensus et n'ont pas toujours le charisme nécessaire. N'y a-t-il pas là un vrai problème ? Est-il envisageable de voir une seule et même personne présider à la fois la Commission et le Conseil Européen, comme cela a été évoqué ?*

Il est très délicat de s'accorder sur un bon président de la Commission, le consensus est indispensable. Si le choix de Barruso a pu apparaître au début comme très diplomatique, il s'avère en fait très judicieux. Il a fait la preuve de son intelligence et de son pragmatisme. L'idée de le prendre dans la majorité du Parlement européen ne me paraît pas une bonne solution. Quant au président de la Commission qui serait aussi pendant deux ans et demi président du Conseil Européen, j'y suis peu favorable. Cela pourrait engendrer un affrontement entre Europe intergouvernementale et Europe intercommunautaire, qui perdrait sûrement une part de son indépendance.

**Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) :** *Vous semblez partisan des coopérations renforcées. Mais dans quels secteurs en particulier ? S'appliqueraient-elles aux réseaux trans-européens de transport ?*

Je souhaite des coopérations ouvertes, dans le cadre de l'Union. Par exemple, au niveau de l'harmonisation fiscale. Le groupe de l'euro devrait pouvoir s'appuyer sur une vraie gouvernance économique. Il est très difficile pour la Banque Centrale Européenne d'ouvrir un dialogue, étant donné qu'elle ignore les intentions des chefs d'Etat qui lui font face. Concernant les grands corridors ferroviaires et fluviaux, nous avançons. Des coordinateurs, très influents et compétents, permettent d'ajuster les financements. Mais, nous souffrons d'un manque de moyens budgétaires pour régler les problèmes transfrontaliers. Il suffit de comparer les budgets européen (1% du PIB) et américain (13% du PIB) pour se rendre compte des efforts qu'il reste à accomplir.

**Antoine Cazard (Consultant) :** *Que fait l'Europe dans l'affaire des militaires britanniques kidnappés par l'Iran ?*

L'Europe joue un important rôle de médiation. L'Iran doit accepter la transparence. Nous devons être persuadés que leurs recherches sur le plan nucléaire ne vont pas aboutir à une plus grande dissémination, avec tous les risques que cela comporte.

**Intervention de l'Ambassadeur d'Iran :** En tant qu'observateur de la politique étrangère de l'Union Européenne, je suis inquiet. Je vous juge comme un acteur encore trop faible. Par ailleurs, l'Iran regrette que la politique des nouveaux membres soit trop nettement pro-américaine. Quant aux soldats britanniques, ils ont, à nouveau, violé nos eaux territoriales. Nous avons des contacts, nous espérons régler cette crise au plus vite.

**Jacques Barrot :** L'Europe s'affirme dans une autonomie diplomatique. Il est normal que les nouveaux Etats membres aient eu au départ le réflexe atlantique. Ils venaient de sortir d'une période traumatisante, sous le joug soviétique. Ils voulaient conjurer la peur d'une recrudescence d'un impérialisme dont ils ont beaucoup souffert. Les USA et l'OTAN leur semblaient le rempart adapté. Aujourd'hui, notamment en Pologne, ils ont le sentiment que l'Europe s'érige en entité forte et peut les protéger. Au Proche-Orient, l'Union Européenne a probablement eu tort de retirer tout de suite son aide au gouvernement du Hamas, sous la pression américaine. Il aurait mieux fallu la conserver, mais assortie de conditions suspensives et la supprimer en cas de dérapage politique. Toutefois, nous

devons trouver en face de nous un dialogue ouvert, qui nous aide à nous imposer sur la scène internationale.

**Père Pierre-Hervé Grosjean (Prêtre au Diocèse de Versailles) : Existe-t-il une identité européenne ?**

Je ne fais aucune distinction entre identité nationale et européenne. L'une s'emboîte dans l'autre. Mais l'identité nationale ne doit pas être une simple carte de visite, tournée vers le passé, elle doit essayer de rayonner. Se poser en identité de diffusion et non d'exclusion. La force des grands peuples tient dans leur capacité d'aller vers l'échange, non pas pour dissoudre leur identité, mais pour apporter ce qu'ils ont de meilleur. L'identité européenne doit être perçue comme le couronnement de l'identité nationale. C'est l'instrument d'une gouvernance mondiale à laquelle il faudra parvenir.

**Marie-Clotilde Hingray**

(propos non revus par les intervenants)

on devient incontournable. Pour améliorer la formation, l'adaptabilité, l'Europe a ainsi créé un Fonds d'Ajustement à la Mondialisation, qui pourrait se révéler très utile pour protéger les sous-traitants d'Airbus contre la concurrence étrangère, souligne Jacques Barrot, qui plaide en parallèle pour la mobilité des personnes et donc, la portabilité des droits pour les retraités. La meilleure façon, selon lui, de réguler le marché du travail encore trop cloisonné, est de l'eupéaniser. L'Europe, qui dispose d'une formidable richesse grâce à sa diversité culturelle et son multilinguisme, a vocation à devenir leader dans la résolution des crises internationales. Elle s'est imposée comme un laboratoire de réconciliation, d'abord au travers du couple franco-allemand, puis dans les Balkans et en Irlande. Ses opérations de paix allient "hard et soft power". D'une part, des militaires sur le terrain, et de l'autre, l'aide humanitaire et l'assistance technique. Sa capacité de médiation n'est plus à prouver. Ainsi, des élections démocratiques vont avoir lieu au Congo, signe que la crise a été particulièrement bien gérée. S'il est tentant de la comparer à un "invisible man" en matière de défense, il ne faut pas se laisser porter par le scepticisme. Un état-major et un comité militaire viennent de voir le jour, ce sont des points d'appui importants pour édifier une Défense européenne, affirme Jacques Barrot qui assigne au futur Président de la République française trois rendez-vous essentiels.

#### **< DES DEFIS A RELEVER**

Le premier est d'ordre institutionnel. Il faut absolument se mettre d'accord sur un traité qui donnera au fonctionnement de l'Europe plus d'efficacité, insiste-t-il. Ensuite, il sera temps d'organiser des référendums sur les nouvelles politiques. Les "non" français et hollandais ont offert tous les alibis nécessaires pour refuser la marche en avant. Pour les contrer, il faut d'abord s'atteler à une réforme modeste, trouver à tout prix une amorce de solution. Le second concerne le budget, beaucoup trop frileux. Pour les Transports, par exemple, seuls 8 milliards d'euros ont été alloués, alors que 20 milliards étaient attendus. L'Europe doit se voir attribuer des ressources directes et ne plus être soumise à des marchandages nationaux. Enfin, il y a les échéances politiques, la question de l'élargissement qui doit être abordée. Si, selon lui, la Turquie n'a pas sa place comme membre à part entière, il faut en revanche donner la priorité aux coopérations renforcées entre Etats, aux unions basées sur des politiques de bon voisinage. La France, qui va présider l'Union Européenne au deuxième semestre 2008, a devant elle une occasion unique de démontrer qu'elle est de retour, lance-t-il d'un ton encourageant, en guise de conclusion.

**Ce passionnant exposé s'est poursuivi par un dialogue tout aussi riche, animé par Raymond Doyère, Président de Géostratégies 2000.**

**Général d'Armée Bertrand de La Presle (Administrateur de Géostratégies 2000, ancien Gouverneur des Invalides) :** *Quelle est votre opinion concernant la polémique engagée autour des racines chrétiennes de l'Europe ? Pouvez-vous nous éclairer sur Galileo ?*

Tout d'abord, je rectifierai en évoquant les racines judéo-chrétiennes de l'Europe. Je n'y vois pas un enjeu majeur et suis même assez choqué par la position du Vatican. Il n'y a pas de quoi faire un mauvais procès à l'Europe, qui place l'homme au cœur de ses politiques. Il y avait dans la Constitution des engagements très forts en faveur des libertés religieuses. En tant que chrétien, le christianisme revêt pour moi une dimension mondiale et pas seulement européenne. J'aurais préféré voir le fait religieux valorisé comme une richesse, mais je ne fais pas une source de conflit de cet effacement relatif. Galileo est un dossier difficile. L'Europe n'a pas voulu mettre sur la table l'argent nécessaire à l'indépendance spatiale. L'idée était d'avancer à petits pas, de faire mieux que le GPS et de privilégier un partenariat public-privé. Il aurait été plus judicieux que des fonds publics financent l'armature satellitaire et qu'ensuite les industriels jouent pleinement le rôle qui leur revient. Par ailleurs, pour que Galileo soit rentable, des usages militaires doivent être acceptés. Pour l'heure, il est impératif que le calendrier soit respecté. Les éléments majeurs du contrat de concession doivent être prêts pour la fin 2007, tout doit être bouclé pour 2011. C'est un enjeu considérable, une source de progrès en matière de sécurité, de sûreté, de transports et de prévisions climatiques.

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :** Il existe de nombreuses similitudes entre ce dossier et celui d'un autre grand projet : le Tunnel sous la Manche. Cette infrastructure aurait dû, elle aussi, être financée par l'Europe au départ. Sur les dix dernières années, l'Europe a accumulé 500 milliards de déficit par rapport aux Etats-Unis.

**Jacques Belle (Président de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale) :** *Dans son allocution télévisée du 11 mars, Jacques Chirac a évoqué l'Europe Puissance, une expression inventée par Hubert Védrine. Que pensez-vous de ce concept ?*

Les Français ont raison de s'y référer, mais ils devraient être plus actifs, plus audacieux. La France est un pays central en Europe et qui plus est, à l'origine de sa fondation. Elle devrait fourmiller d'idées et de projets. Ses grands voisins sont moins dépendants. L'Allemagne peut se tourner vers l'Ostpolitik ; tandis que la Grande-Bretagne a gardé des liens encore très étroits avec le Commonwealth. Si Tony Blair n'avait pas choisi l'alliance avec Bush, l'Europe de la Défense aurait pu prendre tournure. Tout n'est pas négatif. Nous venons de signer avec les Etats-Unis un accord sur le ciel ouvert. C'est une belle avancée, car les Américains sont très précautionneux, ils sont opposés à une trop forte participation européenne. Mais, dans ce cas précis, ils ont été obligés de céder face au front uni européen, de reconnaître toutes les compagnies des pays européens comme des compagnies européennes. Cet accord va permettre un grand essor transatlantique, il porte en lui les germes d'une Europe puissance.

**Pierre Lepetit (Consultant) :** *Les jeunes Européens partagent de plus en plus les mêmes valeurs, se marient par delà les frontières. Ce qui est très positif. Toutefois, je déplore l'absence d'une université européenne dans chaque Etat. Qu'en pensez-vous ?*

Nous avons créé Erasmus qui est une belle réussite, mais qui, malheureusement, ne touche que 1% des étudiants en France. Les chefs d'Etat n'ont pas été à la hauteur de leurs engagements dans ce domaine. J'attends avec impatience l'ouverture du premier Institut Universitaire Technologique, un signe très encourageant qui doit entraîner de nombreux autres projets, notamment des réseaux entre universités européennes. C'est capital pour devenir plus attractif et séduire les élites du monde entier. Et cela doit se concrétiser en dépit des réticences britanniques, très jaloux de la notoriété d'Oxford et Cambridge.

**Capitaine de Vaisseau Jean-François Morel (Chargé d'études CERI – Etat-Major des Armées) :** *L'une des spécificités européennes est de combiner instruments militaires et civils. Mais ne risque-t-on*

*pas de se heurter à des limites ? Le projet de nommer un ministre des Affaires étrangères européen est-il réalisable ?*

En matière de défense, l'intergouvernemental occupe une place trop prépondérante, au détriment du communautaire. Je plaide en faveur des coopérations renforcées. Il faut bâtir une force européenne organisée qui ne dépende plus de la règle de l'unanimité, très paralysante. Pour ce qui est de la fonction de ministre des Affaires étrangères, elle est effectivement prévue mais extrêmement complexe à mettre en œuvre.

**Jacques Belle (Président de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale) :** *Est-il possible de concilier Europe de la Défense et OTAN ?*

Richard Duquet est actuellement un très bon ambassadeur auprès de l'OTAN. Je pense qu'il y a une place pour une Europe qui s'affirme, mais se différencie avec ses propres opérations, sa propre stratégie, comme en Afrique et dans les Balkans. L'Europe de la Défense doit se construire dans un souci d'autonomie réelle, mais pas contre l'OTAN. Actuellement, les Américains réfléchissent à une OTAN mondialisée. Je reste sceptique quant à ce rôle éventuel.

**Christian Fournier (Director- IIM) :** *Chris Patten critique le mode de désignation des présidents de la Commission, qui sont choisis par consensus et n'ont pas toujours le charisme nécessaire. N'y a-t-il pas là un vrai problème ? Est-il envisageable de voir une seule et même personne présider à la fois la Commission et le Conseil Européen, comme cela a été évoqué ?*

Il est très délicat de s'accorder sur un bon président de la Commission, le consensus est indispensable. Si le choix de Barruso a pu apparaître au début comme très diplomatique, il s'avère en fait très judicieux. Il a fait la preuve de son intelligence et de son pragmatisme. L'idée de le prendre dans la majorité du Parlement européen ne me paraît pas une bonne solution. Quant au président de la Commission qui serait aussi pendant deux ans et demi président du Conseil Européen, j'y suis peu favorable. Cela pourrait engendrer un affrontement entre Europe intergouvernementale et Europe intercommunautaire, qui perdrait sûrement une part de son indépendance.

**Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) :** *Vous semblez partisan des coopérations renforcées. Mais dans quels secteurs en particulier ? S'appliqueraient-elles aux réseaux trans-européens de transport ?*

Je souhaite des coopérations ouvertes, dans le cadre de l'Union. Par exemple, au niveau de l'harmonisation fiscale. Le groupe de l'euro devrait pouvoir s'appuyer sur une vraie gouvernance économique. Il est très difficile pour la Banque Centrale Européenne d'ouvrir un dialogue, étant donné qu'elle ignore les intentions des chefs d'Etat qui lui font face. Concernant les grands corridors ferroviaires et fluviaux, nous avançons. Des coordinateurs, très influents et compétents, permettent d'ajuster les financements. Mais, nous souffrons d'un manque de moyens budgétaires pour régler les problèmes transfrontaliers. Il suffit de comparer les budgets européen (1% du PIB) et américain (13% du PIB) pour se rendre compte des efforts qu'il reste à accomplir.

**Antoine Cazard (Consultant) :** *Que fait l'Europe dans l'affaire des militaires britanniques kidnappés par l'Iran ?*

L'Europe joue un important rôle de médiation. L'Iran doit accepter la transparence. Nous devons être persuadés que leurs recherches sur le plan nucléaire ne vont pas aboutir à une plus grande dissémination, avec tous les risques que cela comporte.

**Intervention de l'Ambassadeur d'Iran :** En tant qu'observateur de la politique étrangère de l'Union Européenne, je suis inquiet. Je vous juge comme un acteur encore trop faible. Par ailleurs, l'Iran regrette que la politique des nouveaux membres soit trop nettement pro-américaine. Quant aux soldats

britanniques, ils ont, à nouveau, violé nos eaux territoriales. Nous avons des contacts, nous espérons régler cette crise au plus vite.

**Jacques Barrot** : L'Europe s'affirme dans une autonomie diplomatique. Il est normal que les nouveaux Etats membres aient eu au départ le réflexe atlantique. Ils venaient de sortir d'une période traumatisante, sous le joug soviétique. Ils voulaient conjurer la peur d'une recrudescence d'un impérialisme dont ils ont beaucoup souffert. Les USA et l'OTAN leur semblaient le rempart adapté. Aujourd'hui, notamment en Pologne, ils ont le sentiment que l'Europe s'érige en entité forte et peut les protéger. Au Proche-Orient, l'Union Européenne a probablement eu tort de retirer tout de suite son aide au gouvernement du Hamas, sous la pression américaine. Il aurait mieux fallu la conserver, mais assortie de conditions suspensives et la supprimer en cas de dérapage politique. Toutefois, nous devons trouver en face de nous un dialogue ouvert, qui nous aide à nous imposer sur la scène internationale.

**Père Pierre-Hervé Grosjean (Prêtre au Diocèse de Versailles)** : *Existe-t-il une identité européenne ?*

Je ne fais aucune distinction entre identité nationale et européenne. L'une s'emboîte dans l'autre. Mais l'identité nationale ne doit pas être une simple carte de visite, tournée vers le passé, elle doit essayer de rayonner. Se poser en identité de diffusion et non d'exclusion. La force des grands peuples tient dans leur capacité d'aller vers l'échange, non pas pour dissoudre leur identité, mais pour apporter ce qu'ils ont de meilleur. L'identité européenne doit être perçue comme le couronnement de l'identité nationale. C'est l'instrument d'une gouvernance mondiale à laquelle il faudra parvenir.

**Marie-Clotilde Hingray**

(propos non revus par les intervenants)

---